

ARRÊTÉ DU MAIRE N°2023-056/U

**Portant annulation d'un permis de construire
au nom de la commune de Soucieu-en-Jarrest**

Le Maire de la commune de SOUCIEU-EN-JARREST,

Vu le Code de l'urbanisme,

Vu le PLU de la commune, approuvé le 19/12/2018,

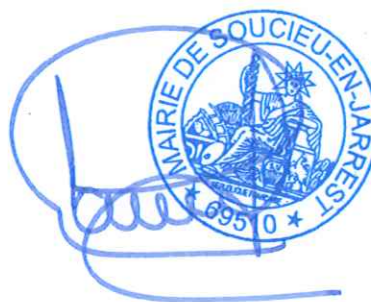
Vu le permis enregistré sous la référence PC 069 176 23 00002, délivré en date du 28/03/2023 à M. David PERRET demeurant 12 Place des Guimpiers à SOUCIEU-EN-JARREST ;

Vu la demande d'annulation déposée le 29/09/2023 ;

ARRÊTEArticle unique

Le permis susvisé est ANNULÉ.

Fait à Soucieu-en-Jarrest, le 9 octobre 2023
Le Maire,
Arnaud SAVOIE



La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux : cette démarche peut être effectuée sur le site internet www.telerecours.fr. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).